

06 Juin 2018

Monsieur Fabrice Fries
Président et Directeur Général de l'Agence France Presse

L'article intitulé « L'ex-député arabe israélien Azmi Bishara, de la Knesset au Qatar », publié le 5 juin 2018 sur le site de votre Agence, nous a surpris à plus d'un titre. Il faut dire tout d'abord, que nous nous sommes interrogés sur l'authenticité du texte en privilégiant l'hypothèse d'un piratage de votre site. Après vérification, nous nous sommes rendu compte qu'il émane bel et bien de votre agence et plus précisément de votre bureau de Dubaï.

Un tel texte rempli de contre-vérités n'est pas digne d'une agence d'informations qui, hormis quelques rares erreurs occasionnelles, a réussi à préserver un certain niveau de professionnalisme. Par la publication de ce texte, votre agence s'associe, sans le vouloir probablement, à une campagne de diffamations orchestrée par certains pays de la région à l'encontre de ceux qui plaident pour la justice, la démocratie et les libertés civiles.

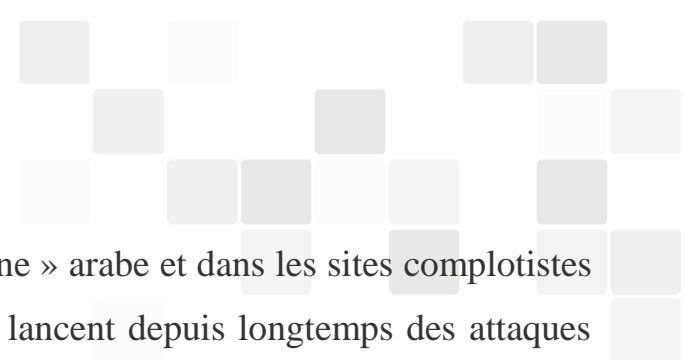
Pour « célébrer » l'entrée dans la deuxième année des sanctions contre le Qatar par certains pays voisins, vous n'avez pas choisi mieux que de vous attaquer à une personnalité scientifique dont les publications sur les sociétés civiles, la démocratie et la laïcité font référence, en l'accusant d'être « l'homme de l'ombre » du gouvernement qatari. Si le Qatar a offert un espace de liberté à Azmi Bishara et au centre scientifique dont il assure la direction, contrairement aux pratiques pourtant bien connues de ses voisins, ce n'est nullement une raison pour colporter les insinuations émanant de ses pays et prétendant qu'il dirige la politique du Qatar.

De plus, même si la connaissance intellectuelle semble faire défaut à votre journaliste, il n'est pas convenable « intellectuellement parlant » de se dévoiler ainsi en considérant que Azmi Bishara s'est « repositionné » comme intellectuel arabe. Bishara avait déjà acquis sa réputation dans l'ensemble des pays arabes et en Europe grâce à ses études, ses recherches et ses publications bien avant 2007. Un peu d'investigation aurait aidé le journaliste à mieux argumenter son article et l'enrichir.

Reprendre des citations mensongères ne peut en aucun cas disculper le rédacteur et l'autoriser à insinuer des liens de Azmi Bishara avec le terrorisme. Les pratiques professionnelles du journalisme vous imposent d'interroger l'intéressé ou le Centre qu'il dirige pour équilibrer votre texte qui, faute de travail d'investigation impartiale, devient « porte-parole » du pays où l'article a été rédigé.

Mettre des propos calomnieux entre guillemets n'est qu'une manière détournée pour diffamer la personne sans aucunes preuves. Car qui sont ces « initiés » qui affirment que Bishara « exerce une influence significative dans les cercles politiques du Qatar » ? C'est une formule qui souligne que le rédacteur s'attachait à une seule source, même s'il a essayé de démontrer le contraire. Il reflète ainsi les opinions de ceux qu'il désigne lui-même dans ce texte de « détracteurs » d'Azmi Bishara et de ses positions en faveur de la démocratie et des libertés en les considérant comme des « initiés ».

Finalement, pour que votre rédacteur soit mieux informé, il lui suffit de visiter les pages du Centre et ses bureaux à Beyrouth, Tunis et Washington, pour arriver à distinguer entre « groupe de réflexion » et un centre de recherche qui emploie des dizaines de chercheurs confirmés et qui a publié des centaines d'ouvrages en philosophie et en sciences humaines et sociales.



Votre texte a eu des échos dans la presse « jaune » arabe et dans les sites complotistes en tout genre. À part les médias des pays qui lancent depuis longtemps des attaques infondées contre Azmi Bishara à cause de ses positions sur la Palestine et son soutien des révolutions arabes, aucun organe sérieux dans le monde n'a pris la peine de donner crédit à ce papier.

Vous êtes donc priés de publier ce rectificatif en respectant notre droit de réponse.

Bien cordialement,

Arab Centre for Research and Policy Studies à Doha
Bureau du Directeur Général

P.S. : Ci-dessous, un lien vers le journal The Washington Post démontrant ce qu'est réellement le centre où votre journaliste a puisé ses fausses informations :
https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/06/05/fighting-the-weaponization-of-social-media-in-the-middle-east/?utm_term=.3254f18e349d